



Communauté métropolitaine  
de Montréal

# L'économie MÉTROPOLITAINE

Trimestriel

- **L'économie métropolitaine s'ajuste à un dollar fort**
- **Faiblesse des services à la consommation**
- **Relèvement étonnant de la fabrication de biens durables, ce qui bénéficie à Montréal**
- **Recul des textiles et des vêtements**
- **Baisse des ventes au détail et de logements**
- **Forte construction résidentielle**
- **Portrait : Le retard productif canadien, d'abord et avant tout un problème urbain (p. 6 et 7)**

*L'économie métropolitaine* décrit de manière concise l'évolution à court terme des principaux agrégats économiques et les faits saillants du trimestre. Dans les tableaux synthèses que le lecteur trouvera à la fin du document, le bulletin offre les statistiques économiques courantes de la région métropolitaine de Montréal et de ses cinq secteurs : Montréal, Laval, Longueuil, les couronnes Nord et Sud. *L'économie métropolitaine* est disponible sur le site Internet de la Communauté métropolitaine de Montréal à l'adresse suivante : [www.cmm.qc.ca](http://www.cmm.qc.ca).

Formée du territoire de 63 municipalités, la CMM regroupe 3,4 millions d'habitants, soit près de la moitié de la population du Québec. Elle est un organisme de planification, de coordination et de financement métropolitains.

## Adaptation des villes industrielles à l'appréciation du huard

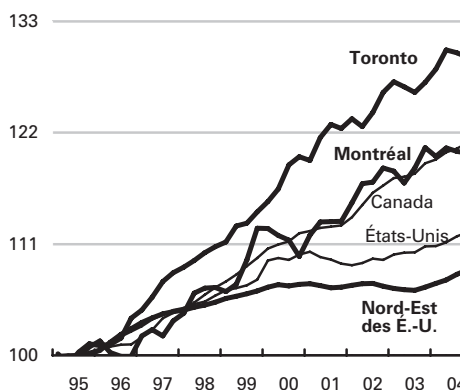
La région métropolitaine de Montréal s'ajuste depuis la fin de 2003 à un dollar fort. L'emploi fait du surplace depuis ce temps pour déclinier de 0,1 % au quatrième trimestre 2004. Le huard a atteint en novembre son niveau le plus élevé en 12 ans par rapport à la devise américaine. L'appréciation du dollar canadien, conjuguée avec une accalmie de la demande américaine, réduit les exportations.

Le ralentissement commence aussi à toucher les villes du Sud-Ouest de l'Ontario. L'emploi diminue de 0,3 % dans la région métropolitaine de Toronto. Comme les industries manufacturières ont tendance à s'agglomérer à l'intérieur et aux alentours des villes, les économies métropolitaines supportent le gros des ajustements au dollar fort. L'industrie manufacturière compte pour un emploi sur cinq dans les régions métropolitaines du Sud-Ouest de l'Ontario et du Sud du Québec. Dans le reste du Canada, elle ne représente qu'un emploi sur huit.

L'emploi continue, cependant, à augmenter dans l'ensemble du Canada, en particulier dans l'ouest du pays. Le relèvement du cours des matières premières et de l'énergie pendant la seconde moitié de 2004 a stimulé les régions canadiennes qui exploitent des ressources naturelles.

## Emploi

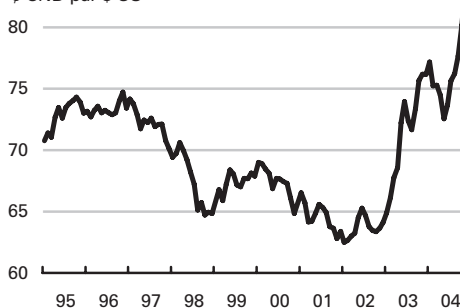
Indice, désaisonnalisé, 1995=100



Sources: Bureau of Labor Statistics et Statistique Canada

## Taux de change

¢ CND par \$ US



Source : Banque du Canada

## SECTEURS ÉCONOMIQUES

### Construction, transport et services à la consommation en baisse

L'emploi diminue dans la construction et dans les services à la consommation, à l'exception du commerce, au dernier trimestre 2004. Le nombre de personnes employées dans la construction, qui avait atteint un plateau de 71 000 depuis deux ans, recule à 67 000 à la fin de l'année. L'hébergement, la restauration et les autres services (comme le blanchissage) subissent vraisemblablement l'impact du ralentissement des dépenses des consommateurs et d'un tourisme stagnant.

La faiblesse des exportations s'ajoute aux difficultés du tourisme pour restreindre les services de transport. Le transport, dont les effectifs s'étaient maintenus depuis un an, perd des plumes au quatrième trimestre. Le recul est généralisé à la plupart des formes de transport.

L'emploi demeure relativement stable dans la santé, l'administration publique et la gestion d'entreprises.

### Progression de l'enseignement

En éducation, l'embauche se concentre dans les écoles primaires et secondaires. Cependant, l'enseignement plafonne depuis deux ans car la dénatalité réduit la clientèle scolaire, les enfants des baby-boomers commençant à passer du secondaire au cégep.

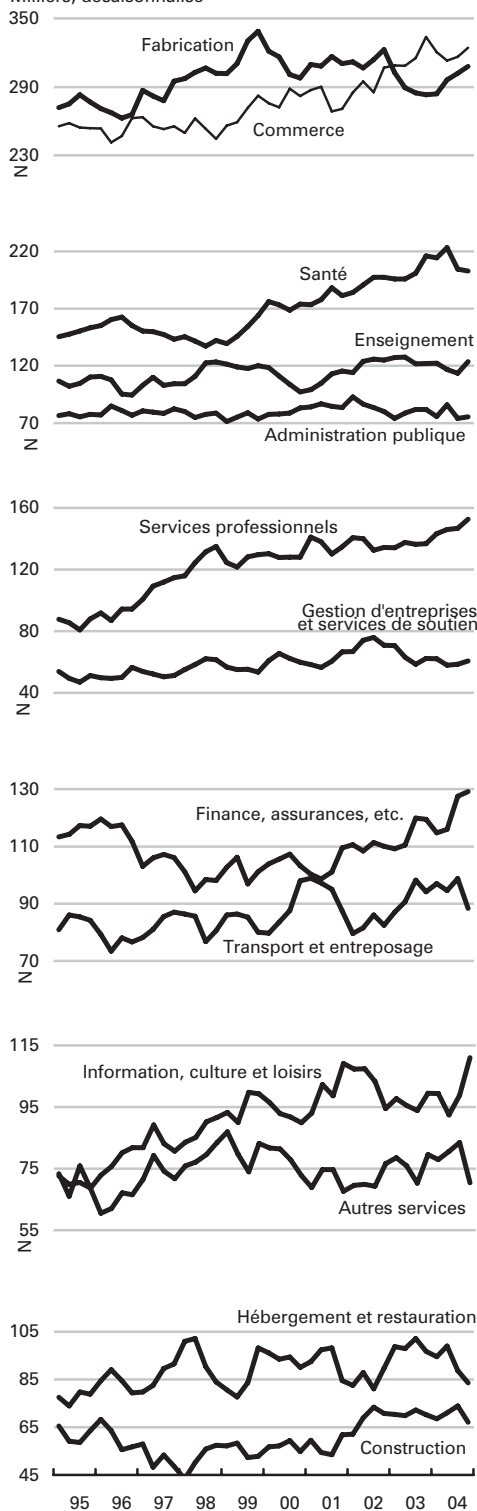
### Expansion de l'information

Après trois ans de vache maigre, l'information reprend du poil de la bête. L'information et la culture augmentent leurs effectifs de 20 % pendant la deuxième moitié de 2004. La conception de jeux numériques et la demande accrue de télécommunications (services sans fil, accès Internet, vidéo, implantation de la téléphonie Internet) stimulent l'activité. Les plans d'immobilisation et d'expansion des entreprises de télécommunications se sont alignés sur des perspectives de croissance durables.

Les services financiers et professionnels poursuivent leur lancée des derniers trimestres. Dans le commerce, l'emploi, chancelant, augmente au quatrième trimestre. Cependant, la stagnation de l'emploi métropolitain devrait restreindre la consommation, comme le montre la baisse récente des ventes au détail (voir p. 8), et amoindrir les perspectives de croissance du commerce dans les prochains mois.

### Emploi par secteur, RMR de Montréal

Milliers, désaisonnalisé



Source : Statistique Canada

## INDUSTRIES MANUFACTURIÈRES

### Hausse étonnante de l'emploi dans la fabrication de biens durables

De manière surprenante, l'emploi dans la fabrication de biens durables grimpe. Après avoir chuté lors la première appréciation du dollar au printemps 2003, l'emploi a remonté depuis le début de 2004 avec la recrudescence de la production manufacturière américaine. Il a presque rattrapé son sommet de 2002.

Pourtant, les livraisons de biens comme les avions et le matériel de communication demeurent faibles au quatrième trimestre. Les exportations de semi-conducteurs, de moteurs et turbines, de meubles et de matériel téléphonique progressent lentement.

### Forte fabrication d'avions en fin d'année

La production d'avions a cependant grimpé au quatrième trimestre et les livraisons ont bondi en janvier 2005. La production d'avions d'affaires s'est affermie pendant la deuxième moitié de 2004 et même celle d'avions régionaux a augmenté à la fin de l'année. Ceci dit, Bombardier a annoncé que, en novembre 2004, elle réduirait de 20 % la cadence de production des biréacteurs régionaux CRJ200 de 50 sièges. Environ 2 000 employés des usines de Montréal et de Belfast devraient être mis à pied d'ici juillet 2005.

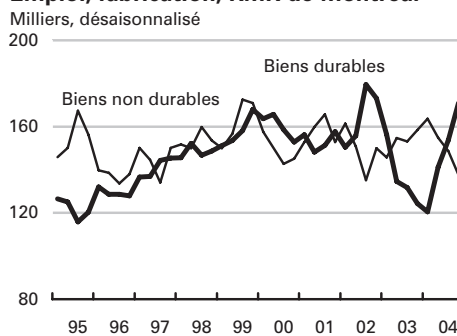
### Recul des textiles et des vêtements

La fabrication de biens non durables, qui était sortie indemne de l'appréciation du dollar depuis 2003, perd des plumes pendant les six derniers mois de 2004. Le recul est concentré dans l'industrie des textiles et des vêtements.

Les livraisons de textiles et de vêtements diminuent de manière continue depuis l'an 2000. La recrudescence des importations de vêtements depuis 1997 a entraîné une réduction des débouchés des producteurs montréalais. De plus, les derniers contingents à l'importation de vêtements ont été supprimés le 1<sup>er</sup> janvier 2005, stimulant l'importation de vêtements et forçant une restructuration des entreprises montréalaises. Les producteurs montréalais compensent une partie de ces pertes par les gains sur le marché américain, mais les exportations se sont affaiblies depuis 2 ans.

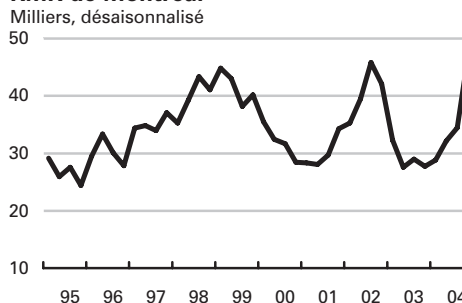
Les producteurs de textiles subissent la baisse de la production domestique de vêtements et l'utilisation croissante de textiles importés. De plus, les exportations de textiles diminuent depuis 2001. Six usines de textiles ont annoncé leur fermeture pour le printemps 2005 à Huntingdon, localisée à 60 km de la région métropolitaine.

### Emploi, fabrication, RMR de Montréal



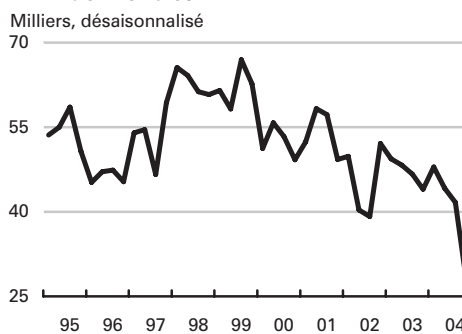
Source : Statistique Canada

### Emploi, matériel de transport, RMR de Montréal



Source : Statistique Canada

### Emploi, textiles et vêtements, RMR de Montréal



Source : Statistique Canada

## SECTEURS RÉGIONAUX

### Des ajustements concentrés en banlieue

Le ralentissement économique de la métropole se fait particulièrement sentir dans les couronnes. Le taux d'emploi y recule de 0,8 point de pourcentage au quatrième trimestre. La baisse est concentrée dans le commerce et les autres services (qui sont surtout des services à la consommation), la santé et l'administration publique.

### Montréal maintient sa position

Montréal, par contre, s'en tire avec une progression très faible de son taux d'emploi. C'est la recrudescence surprenante de l'emploi manufacturier qui stimule l'économie montréalaise.

### Chute des bénéficiaires de l'assurance-chômage

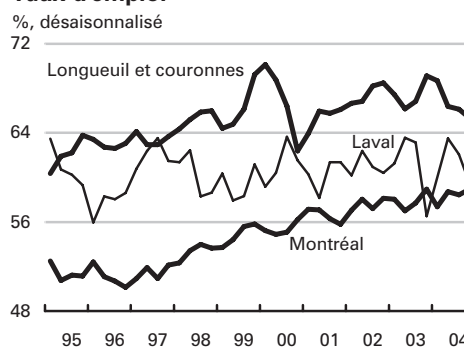
L'indicateur de dépendance sociale<sup>1</sup> diminue dans toutes les régions de la région métropolitaine, particulièrement dans les couronnes. Le nombre de bénéficiaires de l'assurance-chômage recule de manière prononcée pendant la deuxième moitié de 2004. Les baisses les plus fortes surviennent dans la couronne Nord et à Montréal au quatrième trimestre. Par contre, le recours à l'aide sociale diminue plus lentement. À Longueuil, elle augmente même.

### Le marché des bureaux à la veille d'un tournant ?

Bien que le taux d'inoccupation des bureaux demeure élevé et que les loyers continuent à diminuer, le marché des bureaux montréalais se rapproche de l'équilibre. L'absorption de bureaux a été positive pendant sept trimestres consécutifs. Aucune offre nouvelle n'a été enregistrée.

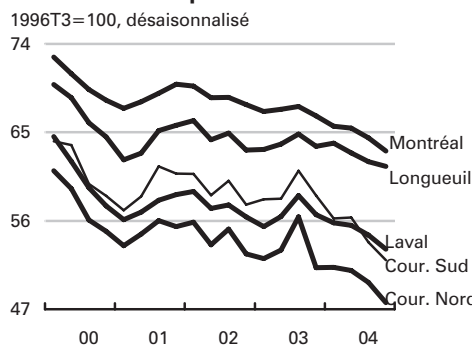
Dans une majorité de secteurs de la région métropolitaine, en particulier à Laval, le taux d'inoccupation des bureaux diminue. Des locataires d'envergure, comme la Banque de Montréal, KPMG, CP Navigation et CGI, ont décidé de signer des contrats de location à long terme pour geler les conditions avantageuses actuelles.

### Taux d'emploi



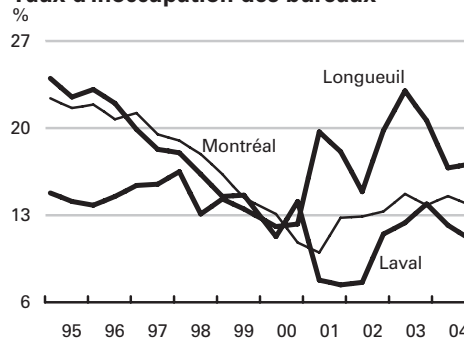
Source : Statistique Canada

### Indicateur de dépendance sociale



Sources : Statistique Canada et Emploi, Solidarité sociale et Famille - Québec

### Taux d'inoccupation des bureaux



Sources : CB Richard Ellis et Desjarlais Prévost

1.  $100 \times (\text{bénéficiaires ordinaires de l'assurance-chômage sans gains et bénéficiaires adultes de l'aide sociale sans contraintes et avec contraintes temporaires}) \div \text{population de 15 à 64 ans.}$

## IMMOBILIER ET CONSTRUCTION

### La demande de logements ralentit

La revente donne des signes d'essoufflement à la fin de 2004. Malgré les fluctuations fortes d'un trimestre à l'autre, elle a atteint un plateau au cours des trois dernières années. Comme les inscriptions sur le réseau SIA-MLS continuent à monter, la pression sur les prix s'amenuise : la hausse des prix sur 12 mois passe de 16 % au second trimestre à 9 % au quatrième trimestre.

### Mais la construction résidentielle demeure forte

Le nombre de mises en chantier se maintient à un niveau annualisé de 28 000 logements depuis un an et demi. La construction de logements locatifs, stimulée par les projets de résidences pour personnes âgées, a pris son envol, grim pant de 36 % en 2004. Le condo et le locatif comptent pour 58 % des mises en chantier métropolitaines en 2004. Comme la construction s'oriente vers des résidences plus luxueuses, la valeur des permis de construction augmente davantage que le nombre de logements en construction.

La construction non résidentielle ne change pas de manière significative depuis quatre ans, et ce malgré la hausse de la demande immobilière. Parmi les permis de construction, le résidentiel, qui égalait le non résidentiel jusqu'en 2001, compte en 2004 pour plus du double du non résidentiel.

### Les pénuries de logements s'atténuent

2004 voit une légère amélioration des marchés immobiliers : la pénurie de logements et le surplus de bureaux et de locaux industriels s'amenuisent. Dans le logement locatif, le taux d'inoccupation progresse de 1,0 % à 1,5 % de 2003 à 2004.

### Progression modérée de la demande de locaux industriels

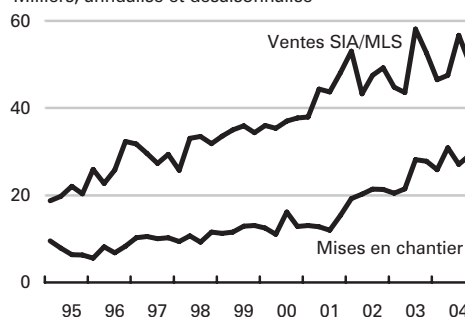
La demande de locaux industriels augmente à un rythme modéré. L'absorption a été positive au cours des cinq derniers trimestres.

Cependant, bien qu'inférieure de moitié au volume de 2003, la construction se poursuit, concentrée à Saint-Laurent, à Montréal-Est et à Laval : 3,2 millions de pieds carrés de nouvelles surfaces ont été livrés sur le marché en 2004.

La nouvelle construction maintient l'inoccupation, permettant aux clients de se déplacer vers les structures modernes. Les locaux industriels de plus de 20 ans constituent maintenant plus de 60 % des locaux inoccupés.

### Construction et vente de logements RMR de Montréal

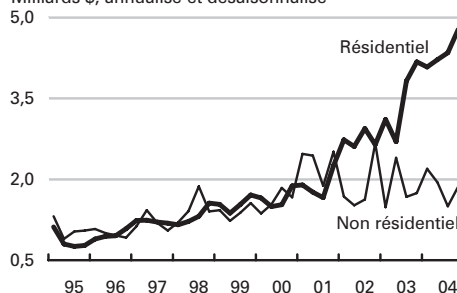
Milliers, annualisé et désaisonnalisé



Sources : Société canadienne d'hypothèques et de logement et Chambre immobilière du Grand Montréal

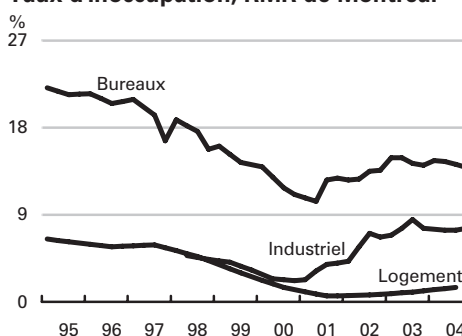
### Permis de construction, RMR de Montréal

Milliards \$, annualisé et désaisonnalisé



Source : Statistique Canada

### Taux d'inoccupation, RMR de Montréal



Sources : CB Richard Ellis et Desjarlais Prévost

## PORTRAIT : Le retard productif canadien, d'abord et avant tout un problème urbain

### Détérioration relative de la productivité canadienne

Le seul moyen d'accroître durablement le revenu par habitant consiste à augmenter la production par travailleur, c'est-à-dire à augmenter la productivité du travail. La productivité est la clé de la prospérité.

La performance de la productivité canadienne a été décevante pendant les deux dernières décennies. Le PIB par emploi canadien<sup>2</sup>, qui atteignait 90 % du niveau américain en 1984, a reculé à 83 % en 2004.

### Métropolisation de l'économie

Parallèlement, l'activité économique se concentre de plus en plus dans les grandes villes. Depuis 1971, la croissance démographique au Canada se concentre dans les agglomérations de Toronto (le Golden Horseshoe, région en forme de fer à cheval qui longe l'extrémité ouest du lac Ontario), de Vancouver (région du Lower Mainland et du sud de l'île de Vancouver) et de Montréal, ainsi que dans le corridor Calgary-Edmonton. Les quatre régions regroupaient 51 % de la population canadienne en 2001, comparativement à 41 % en 1971.

La métropolisation a pris de l'ampleur au cours de la dernière expansion économique. Pendant les dix dernières années, l'emploi a crû de 25 % dans les régions métropolitaines canadiennes<sup>3</sup> mais de seulement 15 % dans le reste du pays.

La croissance économique passe de plus en plus par les grandes villes. Ceci provient du fait que les connaissances déplacent les ressources physiques et le travail manuel comme base de l'économie. Or les connaissances se transmettent par les contacts répétés et souvent informels que permet la proximité urbaine. Par ailleurs, la consolidation du secteur des ressources naturelles et l'industrialisation de l'agriculture réduisent l'emploi dans les régions rurales.

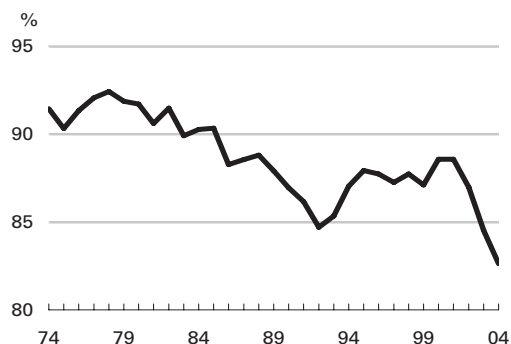
### Le gain productif de la grande ville

Y a-t-il un lien entre la détérioration relative de la productivité du Canada et la concentration de son économie dans des régions métropolitaines ? A priori, on s'attendrait à ce que la métropolisation améliore la productivité du pays. En effet, les villes sont des lieux plus productifs que les régions rurales. Aux États-Unis, les régions métropolitaines ont un PIB par emploi qui dépasse de 29 % celui des régions non métropolitaines (voir tableau p. 7).

2. Le PIB par emploi est la seule mesure de la productivité disponible à l'échelle métropolitaine.

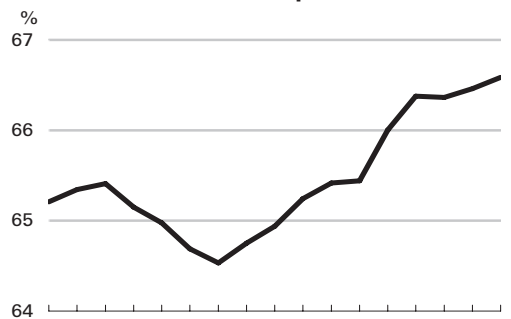
3. La région métropolitaine est l'entité géographique qui correspond le mieux à la définition économique de la ville. Aussi les deux expressions «ville» et «région métropolitaine» sont utilisées de manière interchangeable dans ce portrait.

### PIB par emploi Le Canada en % des États-Unis



Source: Centre d'étude du niveau de vie

### Part des RMR dans l'emploi au Canada



Source: Statistique Canada

L'avantage productif des villes provient d'économies d'échelle externes dont les plus connues sont celles attribuées à l'économiste anglais Alfred Marshall<sup>4</sup> : le partage d'un bassin de travailleurs, d'un bien intermédiaire et d'information. Les villes suscitent aussi des économies externes qui touchent la consommation. Étudiée plus récemment, leur existence a été confirmée empiriquement<sup>5</sup>. De manière plus générale, on peut dire que la densité urbaine facilite les mécanismes microéconomiques que sont le partage, l'adéquation («matching» en anglais) et l'apprentissage<sup>6</sup>.

4. Marshall, A. (1920), *Principles of Economics*, Londres: MacMillan.

5. Rosenthal, S. et Strange, W. (2004), « Evidence on the Nature and Sources of Agglomeration Economies », dans Henderson, J.V. et Thisse, J.-F. (éd.) *Handbook Of Regional And Urban Economics 4: Cities and Geography*, North Holland: Amsterdam.

6. Duranton, G. et Puga, D. (2004), « Micro-foundations of Urban Agglomeration Economies », dans Henderson, J.V. et Thisse, J.-F. (éd.) *Handbook of Regional and Urban Economics 4: Cities and Geography*, North Holland: Amsterdam.



### La métropolisation augmente un peu la productivité canadienne

L'avantage productif de la ville existe aussi au Canada, mais il est plus faible. La productivité des régions métropolitaines ne dépasse que de 4 % celle du reste du Canada. En Ontario, l'avantage urbain est presque inexistant. La métropolisation contribue donc à augmenter légèrement la productivité canadienne. Elle produit le gain le plus marqué dans les Maritimes, où la productivité métropolitaine excède de 15 % la productivité non métropolitaine.

### Les villes beaucoup moins productives au Canada qu'aux États-Unis

Les villes sont beaucoup moins productives au Canada qu'aux États-Unis. Le PIB par emploi métropolitain au Canada est inférieur de 22 % à son niveau aux États-Unis. Par contre, seul un écart de 3 % sépare le PIB par emploi hors métropolitain au Canada du niveau américain. En Ontario et dans les provinces de l'Ouest, le PIB par emploi hors métropolitain dépasse même le niveau américain<sup>7</sup>. Au Québec, l'écart productif par rapport aux États-Unis est plus prononcé dans les régions métropolitaines (-30 %) qu'hors d'elles (-13 %).

Dans les régions métropolitaines, la productivité dépend d'abord du capital humain. À scolarité faible, productivité faible. Par conséquent, les régions métropolitaines du Québec, qui ont le contingent de main-d'œuvre sous-scolarisée le plus élevé du continent, ont la productivité la plus faible<sup>8</sup>.

L'avantage comparatif du Canada demeure dans les régions rurales qui exploitent des ressources naturelles. Par exemple, la productivité élevée dans les régions non métropolitaines de l'Ouest reflète les ressources en pétrole et en gaz de l'Alberta et en forêt de la Colombie-Britannique.

### La métropolisation amplifie le retard productif par rapport aux États-Unis

L'économie nord-américaine se déplace de l'économie rurale, où l'écart de productivité entre les États-Unis et le Canada n'est que de 3 %, à l'économie métropolitaine, où l'écart de productivité s'élève à 22 %. La métropolisation de l'économie creuse donc l'écart entre la productivité américaine et canadienne.

7. En Ontario, la faiblesse relative de la productivité métropolitaine et la force relative de la productivité rurale a déjà été mise en évidence par le Institute for Competitiveness & Prosperity dans *Missing opportunities: Ontario's urban prosperity gap*. Working Paper 3, juin 2003.

8. La sous-scolarisation de la région métropolitaine de Montréal et le rattrapage scolaire en cours sont décrits dans CMM. *L'économie métropolitaine*. 2<sup>e</sup> trimestre 2003, p. 6-7. Leur impact sur le marché du travail est analysé dans CMM. *L'économie métropolitaine*. 2<sup>e</sup> trimestre 2004, p. 6-7.

La détérioration relative de la productivité affecte l'ensemble des régions canadiennes, qui ont toutes un retard productif métropolitain par rapport aux États-Unis plus prononcé que le retard productif rural.

Comme l'économie se déplace inexorablement vers les régions métropolitaines, la faiblesse de la productivité urbaine est le défi principal du Canada, en particulier du Québec, pour rattraper le niveau de vie américain.

### Produit intérieur brut par emploi en 2003 en dollars canadiens

Régions	PIB par emploi <sup>1</sup>			Écart métr. / hors métr. (%)
	Métropolitain	Hors métr.	Total	
<b>États-Unis</b>	<b>100,000</b>	<b>78,000</b>	<b>96,000</b>	<b>29</b>
Nord-Est <sup>2</sup>	114,000	83,000	111,000	38
Midwest <sup>3</sup>	93,000	72,000	88,000	29
Sud <sup>4</sup>	95,000	77,000	91,000	22
Ouest, É-U <sup>5</sup>	103,000	87,000	101,000	18
<b>Canada</b>	<b>78,000</b>	<b>76,000</b>	<b>77,000</b>	<b>4</b>
Ouest, CA <sup>6</sup>	82,000	80,000	81,000	3
Ontario	80,000	79,000	79,000	1
Québec	71,000	68,000	69,000	4
Maritimes <sup>7</sup>	76,000	66,000	69,000	15

1. PIB aux prix du marché; totaux métropolitains basés sur les estimés du U.S. Conference of Mayors et du Conference Board du Canada; PIB américains convertis au taux de change en parité de pouvoir d'achat à 1,20 \$ CND / \$ US.
2. Connecticut, Maine, Massachusetts, New Hampshire, Rhode Island, Vermont, New Jersey, New York et Pennsylvania.
3. Illinois, Indiana, Michigan, Ohio, Wisconsin, Iowa, Kansas, Minnesota, Missouri, Nebraska, Dakota du Nord et Dakota du Sud.
4. Delaware, District of Columbia, Floride, Géorgie, Maryland, Caroline du Nord, Caroline du Sud, Virginie, Virginie de l'Ouest, Alabama, Kentucky, Mississippi, Tennessee, Arkansas, Louisiane, Oklahoma et Texas.
5. Arizona, Colorado, Idaho, Montana, Nevada, Nouveau-Mexique, Utah, Wyoming, Alaska, Californie, Hawaii, Oregon et Washington.
6. Alberta, Colombie-Britannique, Manitoba et Saskatchewan.
7. Ile-du-Prince-Edouard, Nouveau-Brunswick, Nouvelle-Ecosse et Terre-Neuve.

Sources : U.S. Conference of Mayors, Conference Board du Canada, U.S. Bureau of the Census, U.S. Bureau of Labor Statistics, Statistique Canada, OCDE et CMM

### Produit intérieur brut par emploi en 2003 Écart par rapport au niveau des États-Unis

Régions	Écart par rapport aux États-Unis (%)		
	Métropolitain	Hors métr.	Total
<b>Canada</b>	<b>-22</b>	<b>-3</b>	<b>-20</b>
Ouest, CA	-18	3	-15
Ontario	-21	1	-18
Québec	-30	-13	-28
Maritimes	-25	-15	-28

Source : tableau précédent

## CONSOMMATION ET TOURISME

### Recul prononcé de la consommation

La faiblesse du marché du travail réduit la confiance des ménages et leur propension à dépenser. Les ventes au détail ont diminué de 3 % en dollars courants au quatrième trimestre 2004. La faiblesse, répandue à travers le Canada, est plus prononcée à Montréal.

Les concessionnaires d'automobiles, qui comptent pour environ le tiers de toutes les ventes au détail, et les stations services ont diminué leur chiffre d'affaires. Les arrêts de travail à la Société des alcools du Québec et dans la Ligue nationale de hockey ont également réduit les ventes d'aliments et de boissons. De plus, l'octroi grandissant de cartes-cadeaux à Noël, qui ne deviennent des ventes qu'après avoir été échangées, pourrait avoir reporté certaines ventes au mois de janvier suivant.

### L'appréciation du huard freine l'inflation

L'inflation a augmenté légèrement au cours de 2004. Du deuxième au quatrième trimestre, la hausse des prix à la consommation sur 12 mois est passée de 2,1 % à 2,6%. La principale pression à la hausse provient de l'escalade du prix du pétrole depuis la fin de 2003.

L'appréciation du dollar canadien amoindrit les pressions inflationnistes en réduisant le prix des biens importés. De plus, le prix du logement, inclus indirectement dans l'IPC, qui était la principale source domestique de pressions inflationnistes, décélère.

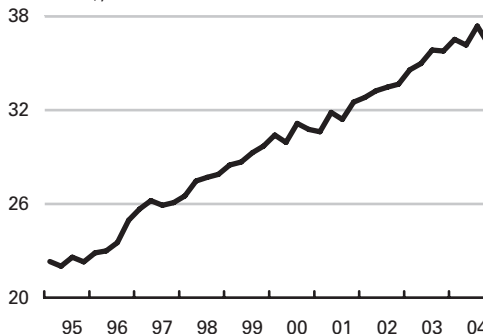
### Port de Montréal : la meilleure année en 20 ans

Le trafic dans le Port de Montréal a grimpé de 14 % en 2004. Le trafic de vrac a augmenté, en particulier dans la première moitié de l'année, stimulé par la demande de produits pétroliers provenant de centrales thermiques. Après une accalmie en été, cette demande a remonté à la fin de l'année. La reprise des exportations de blé et la hausse des importations de cuivre ont stimulé le trafic de vrac solide.

La manutention de conteneurs, la principale source de revenus du Port, progresse de manière continue pour une hausse annuelle de 11 %. Le Port s'attend à une croissance des importations de produits pétroliers et du trafic de conteneurs en 2005.

### Ventes au détail<sup>1</sup>, RMR de Montréal

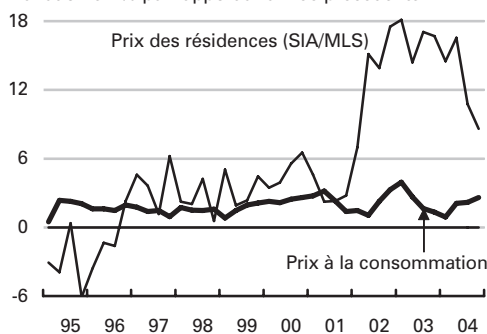
Milliards \$, annualisé et désaisonnalisé



1. Données estimées avant 2004 Source : Statistique Canada

### Prix

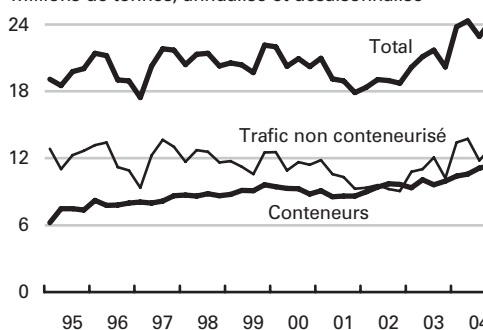
Variation en % par rapport à l'année précédente



Sources : Statistique Canada et Chambre immobilière du Grand Montréal

### Trafic dans le port de Montréal

Millions de tonnes, annualisé et désaisonnalisé



Source : Port de Montréal





## Indicateurs économiques de la RMR de Montréal, trimestriels

	Unité	2002				2003				2004			
		T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4
<b>Désaisonnalisé</b>													
<b>Marché du travail</b>													
Population active	000	1 906	1 925	1 930	1 947	1 960	1 961	1 980	1 997	1 971	1 976	1 978	1 990
Emploi	000	1 733	1 761	1 764	1 785	1 780	1 762	1 785	1 815	1 802	1 815	1 810	1 807
Taux d'emploi	%	60,8	61,6	61,6	62,1	61,8	61,0	61,6	62,4	61,8	62,0	61,6	61,3
Taux de chômage	%	9,1	8,5	8,6	8,3	9,2	10,1	9,9	9,1	8,6	8,1	8,5	9,2
Assurance-chômage (1,3)	000	60,4	57,0	59,0	57,1	57,1	59,3	63,5	59,9	59,4	59,7	56,7	53,1
Aide sociale (1,4,e)	000	142,7	142,0	141,9	140,6	139,8	139,2	138,3	136,6	134,6	134,5	133,9	133,2
<b>Immobilier</b>													
Permis de construction	M \$	1 100	1 030	1 140	1 330	1 150	1 270	1 370	1 480	1 570	1 540	1 460	1 660
Mises en chantier	Nombre	4 800	5 100	5 400	5 300	5 100	5 400	7 000	7 000	6 500	7 700	6 800	7 300
Ventes de résidences (SIA/MLS, 1)	Nombre	13 300	10 800	11 900	12 300	11 200	10 900	14 500	13 200	11 600	11 900	14 200	12 600
<b>Autres</b>													
Ventes au détail (1)	Total, M \$	8 202e	8 308e	8 366e	8 414e	8 643e	8 743e	8 964e	8 947e	9 131	9 042	9 346	9 052
Trafic du port, total (1)	000 t	4 587	4 758	4 736	4 677	5 036	5 276	5 424	5 047	5 948	6 080	5 729	6 062
Conteneurs (1)	000 t	2 248	2 357	2 427	2 415	2 341	2 522	2 405	2 488	2 597	2 645	2 776	2 833
Trafic des aéroports (1)	000 pass.	2 092	2 204	2 277	2 225	2 211	2 101	2 280	2 379	2 526	2 587	2 635	2 583
Taux d'occupation des hôtels (1)	Moy., %	67,7	70,5	67,3	68,2	67,9	64,4	61,1	66,2	66,9	66,7	67,1	66,5
<b>Non désaisonnalisé</b>													
<b>Marché du travail</b>													
Population active	000	1 885	1 936	1 951	1 936	1 939	1 971	2 000	1 989	1 949	1 986	1 997	1 984
Emploi	000	1 707	1 772	1 781	1 784	1 753	1 773	1 802	1 816	1 774	1 825	1 826	1 810
Taux d'emploi	%	59,9	62,0	62,2	62,1	60,8	61,4	62,2	62,5	60,8	62,4	62,2	61,4
Taux de chômage	%	9,4	8,5	8,7	7,9	9,6	10,1	9,9	8,7	9,0	8,1	8,6	8,8
Assurance-chômage (3)	000	71,2	51,9	58,9	51,5	67,9	54,1	63,4	54,4	70,1	54,5	56,6	47,5
Aide sociale (4,e)	000	144,4	142,4	141,4	139,1	141,5	139,6	137,7	135,0	136,4	134,9	133,4	131,6
<b>Emploi sectoriel</b>													
Construction	000	56	72	76	71	64	73	75	71	62	74	77	68
Fabrication	000	307	304	320	324	298	287	290	284	280	294	308	309
Biens durables	000	150	155	182	172	156	134	133	123	120	141	156	170
Biens non durables	000	157	149	138	152	142	153	157	161	159	153	152	140
Commerce	000	280	297	288	306	304	311	318	333	315	316	320	324
Transport et entreposage	000	78	84	86	82	85	94	98	93	95	98	98	87
Finance, assurances, imm. et location	000	111	111	113	106	110	113	121	115	116	118	129	124
Serv. professionnels, scient. et techn.	000	139	140	136	133	132	137	140	136	141	146	150	151
Gestion et soutien à la gestion	000	62	74	83	71	65	63	64	62	57	58	64	60
Enseignement	000	119	123	117	130	132	127	113	127	127	116	106	128
Santé et assistance sociale	000	185	187	199	199	197	192	202	217	216	219	206	204
Information, culture et loisirs	000	103	108	108	94	94	96	98	99	95	93	103	111
Hébergement et restauration	000	82	90	81	89	98	101	102	96	94	102	88	83
Autres services	000	69	70	70	77	78	76	71	79	77	81	84	70
Administration publique	000	93	88	84	78	74	80	83	80	76	88	75	74
<b>Construction</b>													
Logements mis en chantier	Nombre	4 021	6 411	4 794	5 328	4 128	6 688	6 481	7 024	5 492	9 432	6 340	7 409
Permis de construction	M \$	947	1 224	1 086	1 347	982	1 480	1 268	1 548	1 306	1 772	1 370	1 784
Résidentiel		634	810	639	648	716	827	831	1 079	917	1 227	969	1 244
Commercial		213	257	233	306	173	361	260	289	218	270	216	287
Industriel		70	91	70	96	46	70	56	77	71	85	70	93
Institutionnel et gouvernemental		30	67	144	297	47	222	120	104	100	190	116	161
<b>Immobilier</b>													
Ventes de résidences (SIA/MLS)	Nombre	16 107	13 364	8 150	10 536	13 454	13 123	9 975	11 235	14 391	14 320	9 699	10 797
Taux d'inoccupation, logements locatifs	%				0,7				1,0				1,5
Taux d'inoccupation, bureaux	%	12,6	12,7	13,5	13,6	14,9	14,9	14,3	14,1	14,6	14,5	14,2	13,9
Grand centre-ville	%	11,3	12,0	11,5	11,7	13,9	13,6	13,0	12,5	13,5	13,8	13,4	13,0
Périphérie et banlieue	%	15,0	14,1	17,8	17,5	17,2	17,7	17,0	17,4	16,9	16,0	15,7	15,5
Taux d'inoccupation, industriel	%	4,2	5,7	7,1	6,7	6,9	7,6	8,5	7,6	7,5	7,4	7,4	7,6
<b>Prix et taux d'intérêt</b>													
Prix à la consommation, indice	Moyenne 1992=100	114,1	115,1	116,4	117,0	118,6	118,2	118,3	118,6	119,7	120,7	120,9	121,7
Hausse en 1 an	%	1,5	1,1	2,3	3,3	3,9	2,7	1,6	1,3	0,9	2,1	2,2	2,6
Prix des résidences (SIA/MLS)	000 \$	132,2	144,5	146,9	152,3	156,2	165,3	171,9	177,7	178,9	192,6	190,4	193,0
Prêts hypothécaires, 5 ans	%, fin	7,30	7,25	6,70	6,70	6,85	5,80	6,30	6,45	5,70	6,70	6,30	6,05
<b>Autres</b>													
Ventes au détail	Total, M \$	7 100e	8 986e	8 367e	8 846e	7 479e	9 457e	8 964e	9 401e	7 913	9 769	9 347	9 514
Failites personnelles	Nombre	2 778	2 778	2 708	2 603	2 807	2 926	2 698	2 779	2 965	2 905	2 753	2 779
Failites commerciales	Nombre	251	272	226	239	268	253	206	211	272	208	189	204
Failites, passif total	M \$	343	570	455	375	727	356	426	443	416	345	302	323
Trafic du port, total	000 t	3 671	5 026	5 063	4 959	3 982	5 554	5 859	5 385	4 645	6 382	6 150	6 460
Conteneurs	000 t	2 119	2 449	2 410	2 468	2 212	2 614	2 388	2 541	2 469	2 737	2 759	2 886
Trafic des aéroports	000 pass.	2 058	2 168	2 528	2 053	2 174	2 068	2 531	2 191	2 486	2 541	2 928	2 382
Taux d'occupation des hôtels	%	54,5	75,1	81,3	62,8	54,6	68,8	73,8	60,7	53,8	71,1	81,1	60,8

Notes et sources à la fin des tableaux

## Indicateurs économiques de Montréal et de Laval, trimestriels

	Unité	2002				2003				2004			
		T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4
<b>Montréal</b>													
<b>Désaisonnalisé (1)</b>	Moyenne												
Indicateur de dépendance sociale (2)	%	11,0	10,8	10,8	10,7	10,6	10,6	10,7	10,5	10,3	10,3	10,2	10,0
Assurance-chômage (3)	000	32,7	30,8	31,2	30,5	30,4	31,6	33,1	32,1	31,5	32,0	30,6	28,5
Aide sociale (4)	000	107,7	107,5	107,5	107,1	106,2	105,8	105,2	104,6	103,4	102,9	102,6	102,2
<b>Non désaisonnalisé</b>													
<b>Marché du travail</b>													
Population active	000	964	998	996	980	996	1 014	1 033	1 008	981	1 013	1 031	1 027
Emploi	000	865	901	893	888	885	890	906	905	880	921	924	912
Taux d'emploi	%	56,3	58,6	58,0	57,6	57,3	57,5	58,5	58,4	56,7	59,3	59,2	58,4
Taux de chômage	%	10,3	9,7	10,3	9,5	11,1	12,3	12,3	10,3	10,3	9,1	10,4	11,2
Indicateur de dépendance sociale (2)	%	11,4	10,7	10,8	10,4	10,9	10,6	10,7	10,2	10,7	10,3	10,2	9,6
Assurance-chômage (3)	000	36,9	29,3	31,1	27,9	34,6	30,1	33,0	29,5	35,8	30,5	30,5	25,9
Aide sociale (4)	000	108,1	108,2	107,8	105,7	106,7	106,6	105,4	103,2	103,9	103,6	102,8	100,8
<b>Immobilier et construction</b>													
Total													
Logements mis en chantier	Nombre	1 113	1 857	1 042	1 622	1 436	1 724	1 979	2 215	2 160	3 362	2 445	2 845
Permis de construction													
M \$													
Résidentiel		331	464	412	650	309	763	422	643	548	638	557	747
Commercial		148	229	180	221	181	274	228	396	330	344	360	409
Industriel		130	145	97	200	87	262	97	162	139	138	94	153
Institutionnel et gouvernemental		35	39	36	40	10	39	25	29	29	34	41	47
		18	51	99	189	31	188	72	56	50	123	62	139
Ventes de résidences (SIA/MLS)	Nombre	4 704	4 154	2 381	3 331	3 876	4 076	2 954	3 473	4 290	4 392	2 760	3 150
Prix des résidences (SIA/MLS)	000 \$	178,7	199,9	207,8	204,5	215,7	232,9	241,8	247,1	245,5	270,6	271,5	269,9
Taux d'inoccupation, bureaux	%		12,9		13,3		14,7		13,8		14,5		13,8
Failites personnelles	Nombre	1 467	1 481	1 398	1 359	1 507	1 551	1 472	1 519	1 600	1 537	1 202	1 577
<b>Laval</b>													
<b>Désaisonnalisé (1)</b>	Moyenne												
Indicateur de dépendance sociale (2)	%	5,3	5,2	5,2	5,1	5,0	5,1	5,3	5,1	5,0	5,0	4,9	4,8
Assurance-chômage (3)	000	5,58	5,35	5,52	5,33	5,27	5,50	5,98	5,57	5,45	5,46	5,25	4,96
Aide sociale (4)	000	7,54	7,42	7,36	7,30	7,18	7,20	7,23	7,24	7,21	7,17	7,18	7,17
<b>Non désaisonnalisé</b>													
<b>Marché du travail</b>													
Population active	000	190	191	191	192	191	199	198	189	191	202	199	195
Emploi	000	168	175	176	180	174	181	185	171	173	183	185	183
Taux d'emploi	%	59,6	61,5	61,5	62,6	60,7	61,9	63,4	58,4	59,0	62,2	62,4	61,4
Taux de chômage	%	11,4	8,9	7,5	6,2	8,7	9,3	6,8	9,7	9,6	9,3	7,3	6,5
Indicateur de dépendance sociale (2)	%	5,8	5,0	5,2	4,8	5,5	4,9	5,3	4,9	5,5	4,8	4,9	4,5
Assurance-chômage (3)	000	6,64	4,85	5,50	4,78	6,33	5,01	5,97	5,02	6,51	4,96	5,24	4,41
Aide sociale (4)	000	7,65	7,44	7,30	7,22	7,29	7,23	7,18	7,16	7,32	7,19	7,12	7,09
<b>Immobilier et construction</b>													
Total													
Logements mis en chantier	Nombre	576	834	517	591	483	885	631	753	630	1 137	622	676
Permis de construction													
M \$													
Résidentiel		132	138	101	87	128	76	232	159	181	212	158	295
Commercial		78	105	69	49	90	43	146	119	133	149	113	259
Industriel		38	28	21	29	28	27	60	35	16	38	40	21
Institutionnel et gouvernemental		13	4	9	4	10	4	10	5	3	10	2	9
		3	1	1	4	0	2	17	1	31	16	3	6
Ventes de résidences (SIA/MLS)	Nombre	1 501	1 087	672	972	1 329	1 112	846	1 095	1 303	1 269	808	992
Prix des résidences (SIA/MLS)	000 \$	126,4	138,3	143,6	149,1	162,0	161,1	166,4	167,7	171,7	188,7	188,3	193,7
Taux d'inoccupation, bureaux	%		7,6		11,5		12,4		13,9		12,2		11,1
Failites personnelles	Nombre	241	253	244	276	273	305	247	243	247	261	183	235

Notes et sources à la fin des tableaux

## Indicateurs économiques de Longueuil et des couronnes, trimestriels

	Unité	2002				2003				2004			
		T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4
<b>Longueuil et couronnes</b>													
<b>Non désaisonnalisé</b>													
<b>Marché du travail (yc Longueuil)</b>													
Population active	000	732	747	765	764	751	758	769	791	776	771	767	762
Emploi	000	674	697	713	716	694	703	711	741	722	721	718	716
Taux d'emploi	%	65,5	67,4	68,7	68,7	66,2	66,8	67,2	69,5	67,4	66,9	66,4	65,9
Taux de chômage	%	7,8	6,7	6,8	6,3	7,6	7,3	7,6	6,3	7,0	6,5	6,5	6,1
Failites pers. (sans Longueuil)	Nombre	779	776	746	677	735	740	727	746	840	785	1 137	659

## Indicateurs économiques de Longueuil et des couronnes, trimestriels (suite)

	Unité	2002				2003				2004			
		T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4
<b>Longueuil</b>													
<b>Désaisonnalisé (1)</b>													
	Moyenne												
Indicateur de dépendance sociale (2,7)	%	7,3	7,0	7,1	6,9	6,9	7,0	7,1	7,0	7,0	6,9	6,8	6,7
Assurance-chômage (3,7)	000	5,45	5,13	5,37	5,07	5,17	5,38	5,79	5,48	5,58	5,46	5,14	4,81
Aide sociale (4,5,7)	000	11,24	11,08	11,02	10,91	10,84	10,79	10,65	10,67	10,67	10,56	10,67	10,89
<b>Non désaisonnalisé</b>													
	Moyenne												
Indicateur de dépendance sociale (2,7)	%	7,7	6,8	7,1	6,7	7,4	6,8	7,1	6,7	7,5	6,7	6,8	6,5
Assurance-chômage (3,7)	000	6,40	4,60	5,42	4,60	6,12	4,86	5,84	5,01	6,53	4,93	5,19	4,34
Aide sociale (4,5,7)	000	11,41	11,09	10,99	10,77	11,02	10,79	10,62	10,53	10,84	10,56	10,64	10,75
<b>Immobilier et construction</b>													
Logements mis en chantier	Nombre	384	521	678	557	268	685	775	731	337	712	374	670
Permis de construction	M \$	72	125	162	113	97	114	163	149	100	169	147	132
Résidentiel		62	82	79	57	70	67	109	102	60	110	80	90
Commercial		8	33	69	33	18	24	45	27	32	36	18	34
Industriel		3	4	3	19	2	8	3	10	7	3	7	6
Institutionnel et gouvernemental		0	6	11	4	8	15	5	11	1	21	42	2
Ventes de résidences (SIA/MLS,10)	Nombre	1 397	1 018	523	844	1 124	1 044	706	887	1 161	1 067	707	840
Prix des résidences (SIA/MLS,10)	000 \$	125,8	137,8	137,0	144,7	144,9	154,9	164,1	165,1	169,6	187,9	182,5	184,4
Taux d'occupation, bureaux	%		14,9		19,8		23,0		20,6		16,8		17,1
<b>Faillites personnelles</b>	Nombre	291	268	320	291	292	330	252	271	278	322	231	308
<b>Couronne Sud</b>													
<b>Désaisonnalisé (1)</b>													
	Moyenne												
Indicateur de dépendance sociale (2,8)	%	3,9	3,8	3,8	3,7	3,7	3,7	3,9	3,7	3,6	3,6	3,4	3,3
Assurance-chômage (3,8)	000	7,23	6,84	7,28	6,89	7,12	7,18	7,94	7,48	7,44	7,33	6,94	6,62
Aide sociale (4,5,8)	000	5,84	5,81	5,71	5,62	5,54	5,53	5,43	5,38	4,94	5,10	4,97	4,92
<b>Non désaisonnalisé</b>													
	Moyenne												
Indicateur de dépendance sociale (2,8)	%	4,5	3,4	3,8	3,4	4,4	3,4	3,9	3,5	4,2	3,3	3,4	3,1
Assurance-chômage (3,8)	000	9,20	5,69	7,27	6,08	9,08	6,04	7,93	6,67	9,40	6,19	6,92	5,81
Aide sociale (4,5,8)	000	6,03	5,75	5,64	5,56	5,73	5,46	5,35	5,32	5,13	5,04	4,90	4,86
<b>Immobilier et construction</b>													
Logements mis en chantier (6)	Nombre	949	1 343	1 108	1 008	661	1 408	1 325	1 475	872	1 597	1 135	1 286
Permis de construction (6)	M \$	173	224	178	158	177	241	202	224	208	309	191	229
Résidentiel		162	168	133	134	158	201	178	175	189	271	162	194
Commercial		4	20	19	9	15	17	9	27	13	22	15	26
Industriel		2	32	5	8	3	9	7	18	3	12	11	5
Institutionnel et gouvernemental		5	5	22	7	1	14	7	5	3	5	3	5
Ventes de résidences (SIA/MLS,6,10)	Nombre	2 461	1 840	1 113	1 386	1 841	1 601	1 369	1 512	2 055	1 813	1 274	1 428
Prix des résidences (SIA/MLS,6,10)	000 \$	128,6	138,1	149,9	145,0	150,4	160,6	168,6	171,1	176,2	190,8	190,9	190,7
<b>Couronne Nord</b>													
<b>Désaisonnalisé (1)</b>													
	Moyenne												
Indicateur de dépendance sociale (2,9)	%	5,0	4,8	4,9	4,7	4,7	4,7	5,0	4,6	4,6	4,5	4,4	4,2
Assurance-chômage (3,9)	000	8,26	7,82	8,50	8,11	8,09	8,43	9,49	8,38	8,60	8,50	8,08	7,51
Aide sociale (4,5,9)	000	8,13	7,95	7,80	7,50	7,42	7,40	7,40	7,02	6,86	6,91	7,01	7,00
<b>Non désaisonnalisé</b>													
	Moyenne												
Indicateur de dépendance sociale (2,9)	%	5,8	4,3	4,9	4,4	5,4	4,3	5,0	4,3	5,3	4,1	4,4	4,0
Assurance-chômage (3,9)	000	10,56	6,46	8,51	7,16	10,39	7,06	9,50	7,43	10,89	7,13	8,09	6,56
Aide sociale (4,5,9)	000	8,38	7,89	7,68	7,44	7,67	7,34	7,28	6,96	7,10	6,85	6,89	6,94
<b>Immobilier et construction</b>													
Logements mis en chantier (6)	Nombre	999	1 856	1 449	1 550	1 280	1 986	1 771	1 850	1 493	2 624	1 764	1 932
Permis de construction (6)	M \$	238	273	234	339	275	287	271	382	269	445	324	381
Résidentiel		184	225	179	187	223	245	193	296	206	356	255	291
Commercial		32	31	26	36	24	31	48	39	18	33	53	54
Industriel		18	12	18	24	21	8	12	15	30	28	11	27
Institutionnel et gouvernemental		3	4	12	92	6	3	18	32	15	28	6	9
Ventes de résidences (SIA/MLS,6)	Nombre	2 569	1 804	1 048	1 490	2 021	1 636	1 287	1 534	2 110	1 919	1 223	1 461
Prix des résidences (SIA/MLS,6)	000 \$	117,4	126,4	130,9	133,6	137,2	147,4	155,4	153,0	161,8	167,9	171,6	171,4

- Désaisonnalisé par la CMM.
- Indicateur de dépendance sociale =  $100 \times (\text{bénéficiaires ordinaires de l'assurance-chômage sans gains et bénéficiaires adultes de l'aide sociale sans contraintes ou avec contraintes temporaires}) \div \text{population de 15 à 64 ans}$ .
- Bénéficiaires ordinaires de l'assurance-chômage sans gains.
- Bénéficiaires adultes de l'aide sociale sans contraintes à l'emploi ou avec contraintes temporaires.
- Dernier mois du trimestre.
- Selon les limites territoriales de la RMR de Montréal.
- Ancienne MRC de Champlain (correspond à Longueuil sans Boucherville et Saint-Bruno).
- Somme des MRC de La Vallée-du-Richelieu, Lajemmerais, Roussillon et Vaudreuil-Soulanges.
- Somme des MRC de Deux-Montagnes, Thérèse-de-Blainville, Mirabel, L'Assomption et Les Moulins.
- Ventes totales de Boucherville et Saint-Bruno, et ventes de plex de Brossard, Greenfield-Park et Saint-Lambert comprises dans la couronne Sud et non dans Longueuil.
- Estimation.

Sources : Statistique Canada, Emploi, Solidarité sociale et Famille - Québec, Société canadienne d'hypothèques et de logement, Banque du Canada, CB Richard Ellis, Industrie Canada, Association des hôtels du grand Montréal, Chambre immobilière du Grand Montréal, Desjarlais Prévost, Port de Montréal et Aéroports de Montréal

## Lexique

**Chômeur.** Personne qui est sans emploi et qui se cherche activement un emploi.

**Désaisonnalisation.** Supprime l'effet des variations répétitives qui se produisent dans l'année, variations causées par des événements annuels réguliers comme l'évolution du climat et les congés fixes.

**Emploi (personnes occupées).** Nombre de personnes qui habitent une région et qui travaillent, peu importe le lieu d'emploi.

**Indicateur de dépendance sociale.**  $100 \times (\text{bénéficiaires ordinaires de l'assurance-chômage sans gains et bénéficiaires adultes de l'aide sociale sans contraintes et avec contraintes temporaires}) \div \text{population de 15 à 64 ans}$ .

**Indice des prix à la consommation.** Indice qui mesure la variation dans le temps du coût à l'achat d'un «panier» constant de biens et services. Il mesure donc le mouvement des prix.

**Mise en chantier.** Désigne le début des travaux de construction, généralement après la mise en place de la semelle de béton.

**Population active.** Nombre de personnes, parmi la population de 15 ans et plus, au travail ou en chômage.

**Prix (ou dollars) constants.** Prix d'une période choisie comme base, qui mesurent la **valeur réelle** des biens et services. Toute variation de la valeur réelle provient exclusivement de la variation des quantités physiques.

**Prix (ou dollars) courants.** Prix de la période courante, qui mesurent la **valeur nominale** des biens et services. Toute variation de la valeur nominale provient des variations combinées des prix et des quantités physiques.

## Note explicative

*L'économie métropolitaine* décrit, chaque trimestre, l'évolution économique de l'agglomération de Montréal et de ses cinq secteurs, Montréal, Laval, Longueuil, les couronnes Nord et Sud.

L'information sur l'économie urbaine est incomplète car les statistiques sont agrégées en priorité à l'échelle nationale et provinciale. Lorsqu'il n'existe pas d'information sur la région métropolitaine de Montréal, les données disponibles pour l'unité spatiale la plus proche, le Québec ou le Canada, sont utilisées.

Les organismes producteurs de statistiques désaisonnalisent peu les données régionales. Nous le faisons dans certains cas. Au-

**Produit intérieur brut (PIB).** Valeur de tous les biens et services produits à l'intérieur des limites géographiques d'un pays (région, province) au cours d'une période donnée (année, trimestre).

**Région métropolitaine de recensement (RMR) de Montréal.** Région qui comprend les villes de Montréal, Laval et Longueuil, la couronne Nord (jusqu'à Saint-Placide, Saint-Jérôme, Mascouche et L'Assomption) et la couronne Sud (jusqu'à Hudson, Beauharnois, Saint-Isidore, Saint-Constant, La Prairie, Chambly, Mont-Saint-Hilaire, Belœil et Varennes); 4 047 km<sup>2</sup>; 3 426 000 h en 2001.

La **Communauté métropolitaine de Montréal** englobe le territoire de la RMR de Montréal moins les municipalités de Gore, Lavaltrie, Saint-Colomban, Saint-Jérôme et Saint-Placide (dans la couronne Nord), plus celles de Calixa-Lavallée, Contrecoeur, Saint-Jean-Baptiste et Verchères (dans la couronne Sud); 3 838 km<sup>2</sup>; 3 358 000 h en 2001.

**Service inter-agences (SIA/MLS).** Service de vente résidentielle qui rend une propriété accessible aux courtiers et agents membres de la Chambre immobilière du Grand Montréal et du Service.

**Taux d'activité.**  $(\text{Population active} \div \text{population de 15 ans et plus}) \times 100$ .

**Taux de chômage.**  $(\text{Nombre de chômeurs} \div \text{population active}) \times 100$ .

**Taux d'emploi.**  $(\text{Emploi} \div \text{population de 15 ans et plus}) \times 100$ .

**Ventes au détail.** Marchandises et services connexes pour la consommation ménagère ou personnelle, vendus habituellement dans un magasin.

trement, la comparaison ne peut se faire qu'avec le trimestre correspondant de l'année précédente.

Pour des renseignements supplémentaires, communiquer avec Maxime Trottier, Développement économique métropolitain, au (514) 350-2558.

Pour obtenir une copie, visiter le site Internet de la CMM ou écrire à :

Brigitte Cloutier

Communauté métropolitaine de Montréal  
1002, rue Sherbrooke Ouest, bureau 2400  
Montréal (Québec) H3A 3L6

Tél.: (514) 350-2565 Fax: (514) 350-2599